



Conseil de sécurité

Yémen : briefing

New York, le 14 février 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante Permanente

Madame la Présidente,

Je remercie nos deux intervenante et intervenant de leurs exposés et de leurs efforts inlassables – y compris les visites récentes de l'Envoyé spécial – en faveur de la paix et de la protection des civils au Yémen. Je souhaite aussi la bienvenue au Représentant du Yémen ici, au Conseil.

Nous l'avons entendu, en ce début d'année, le Yémen se trouve une nouvelle fois à la croisée des chemins. Si l'espoir d'un règlement pacifique demeure, la récente dynamique régionale a conduit à des risques supplémentaires. Nous le savons toutes et tous : une désescalade régionale aurait un effet positif pour le Yémen et, de la même manière, une paix durable au Yémen provoquerait un effet stabilisateur dans la région, y compris pour la sécurité en mer Rouge. C'est pourquoi il est essentiel de préserver les acquis des discussions en cours. Les parties doivent s'engager pleinement en faveur d'un processus inclusif sous l'égide des Nations Unies. À cet égard, sans un engagement soutenu de tous les acteurs, y compris la participation significative des femmes – les actrices – les propositions de paix manqueront de perspective et ne seront pas à même d'assurer une sécurité durable dans le pays. Comme l'a affirmé Yasmeeen al-Eryani du *Sana'a Center* en mai dernier devant ce Conseil, « les femmes, les jeunes et tous les segments de la société yéménite sont tout à fait capables de reconstruire le pays et de façonner son avenir ».

En outre, la Suisse appelle toutes les parties à la prudence et à la retenue, tout comme au strict respect du droit international et à redoubler d'efforts diplomatiques à cette fin. Une nouvelle dégradation de la situation aura des conséquences humaines et économiques dévastatrices. Nous en sommes les témoins : cette dernière décennie de guerre a fortement impacté de nombreux secteurs de la société yéménite et notamment l'éducation. La société civile yéménite nous le dit clairement : désormais, des millions d'enfants portent des fusils à la place de leur cartable. Cette situation est inacceptable. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties à mettre en œuvre leurs plans d'action pour mettre fin et prévenir les violations graves à l'encontre des enfants.

Madame la Présidente,

Concernant la situation humanitaire, la Suisse rappelle que les parties sont tenues, en vertu du droit international humanitaire (DIH), d'autoriser et de faciliter un acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire. À cet égard, et nous le soulignons régulièrement, le personnel humanitaire est protégé par le DIH et doit pouvoir être en mesure de travailler indépendamment de toute question de nationalité. La Suisse salue l'engagement de ces femmes et de ces hommes qui travaillent dans l'un des environnements les plus difficiles au monde. Leur engagement permet d'apporter une aide vitale à des millions de personnes. La Directrice des opérations et du plaidoyer d'OCHA l'a souligné : cette aide est essentielle notamment au vu du niveau d'insécurité alimentaire particulièrement alarmant au Yémen.

La population yéménite est prise dans des crises successives et cumulatives, le changement climatique étant l'une des plus graves. Combinée au conflit, l'augmentation des catastrophes naturelles pousse les personnes à se déplacer, exacerbant ainsi la crise humanitaire en cours. C'est pourquoi il faut non seulement intensifier l'aide humanitaire, mais aussi renforcer les systèmes d'alerte précoce. Enfin, le manque structurel des ressources en eau doit être contré : cela passe notamment par des mesures politiques sensibles aux défis liés à l'eau afin de prévenir de futurs conflits liés à cette problématique.

Madame la Présidente,

Ce Conseil et les pays de la région doivent redoubler d'efforts pour contribuer à un environnement propice aux discussions de paix et répondre aux besoins humanitaires croissants. La Suisse souhaite dans ce contexte réaffirmer son plein soutien à l'Envoyé spécial Hans Grundberg. La population yéménite ne peut plus attendre.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank our two speakers for their briefings and for their tireless efforts - including the recent visits by the Special Envoy - to promote peace and protect civilians in Yemen. I would also like to welcome the Representative of Yemen here, at the Council.

We have heard it, at the beginning of this year, Yemen once again finds itself at a crossroads. While hopes for a peaceful settlement remain, recent regional dynamics have led to additional risks. We all know that regional de-escalation would have a positive effect on Yemen and, similarly, a lasting peace in Yemen would have a stabilizing effect on the region, including security in the Red Sea. This is why it is essential to preserve the gains of the current discussions. The parties must commit themselves fully to an inclusive process under the aegis of the United Nations. In this respect, without a sustained commitment from all players, including the significant participation of women, the peace proposals will lack perspective and won't be able to ensure lasting security in the country. As Yasmeen al-Eryani of the Sana'a

Center told this Council last May, "women, young people and all segments of Yemeni society are fully capable of rebuilding the country and shaping its future".

Furthermore, Switzerland calls on all parties to exercise caution and restraint, as well as strict respect for international law, and to redouble their diplomatic efforts to this end. Any further deterioration in the situation will have devastating human and economic consequences. We have seen it for ourselves: the last decade of war has had a major impact on many sectors of Yemeni society, particularly education. Yemeni civil society has told us quite clearly that millions of children now carry guns instead of schoolbags. This situation is unacceptable. This is why we are calling on all parties to implement their action plans to put an end to and prevent serious violations against children.

Madam President,

With regard to the humanitarian situation, Switzerland recalls that the parties are obliged under international humanitarian law (IHL) to authorize and facilitate the rapid, safe and unimpeded delivery of humanitarian aid. In this respect, as we regularly emphasize, humanitarian personnel are protected by IHL and must be able to work regardless of any question of nationality. Switzerland salutes the commitment of these men and women who work in one of the most difficult environments in the world. Their commitment makes it possible to provide vital aid to millions of people. As OCHA's Director of Operations and Advocacy pointed out, this aid is essential, particularly given the particularly alarming level of food insecurity in Yemen.

The Yemeni population is caught up in successive and cumulative crises, climate change being one of the most serious. Combined with the conflict, the increase in natural disasters is forcing people to move, exacerbating the ongoing humanitarian crisis. This is why it is necessary not only to step up humanitarian aid, but also to strengthen early warning systems. Finally, the structural shortage of water resources needs to be tackled: in particular, this requires political measures that are sensitive to water-related challenges in order to prevent future water-related conflicts.

Madam President,

This Council and the countries of the region must redouble their efforts to contribute to an environment conducive to peace talks and to respond to growing humanitarian needs. In this context, Switzerland would like to reaffirm its full support for Special Envoy Hans Grundberg. The Yemeni people can wait no longer.

Thank you.